

Table des matières

Préface de la deuxième édition	5
Remerciements	9
Abréviations	11
Introduction	15

Livre I

L'organisation de la profession d'avocat

Titre I Le cadre législatif et réglementaire	19
Chapitre 1 La loi sur la profession d'avocat	19
Chapitre 2 Les règlements adoptés par le Conseil de l'Ordre	20
Section 1 <i>Les règlements intérieurs des ordres</i>	20
§ 1. Base légale	20
§ 2. Règlements en vigueur	20
§ 3. Conformité à la Constitution et à la loi	21
§ 4. Conformité au droit communautaire	24
Section 2 <i>Les autres règlements</i>	25
§ 1. Le règlement sur la formation permanente	25
§ 2. Le règlement sur les épreuves de langues	25
Chapitre 3 Le Code de déontologie du Conseil des Barreaux européens	26
Chapitre 4 Autres sources	27
Section 1 <i>La Newsletter du Barreau</i>	27
Section 2 <i>Les circulaires du Bâtonnier</i>	27
Section 3 <i>Les Notes d'information</i>	29
Titre 2 L'organisation de l'Ordre des Avocats	31
Chapitre 1 Les organes de l'Ordre	32

Section 1	<i>L'Assemblée du Barreau</i>	32
Section 2	<i>Le Conseil de l'Ordre</i>	33
§ 1.	Composition	33
§ 2.	Règles de fonctionnement	35
§ 3.	Missions	37
§ 3.	Le recours à des experts externes au Conseil de l'Ordre	38
Section 3	<i>Le Bâtonnier</i>	38
§ 1.	Désignation du Bâtonnier	38
§ 2.	Attributions du Bâtonnier	40
§ 3.	Délégation et suppléance	44
Chapitre 2	Les juridictions	46
Section 1	<i>L'organisation des juridictions professionnelles</i>	46
§ 1.	Le Conseil disciplinaire et administratif	46
§ 2.	Le Conseil disciplinaire et administratif d'appel	47
Section 2	<i>L'impartialité des juridictions professionnelles</i>	48
Chapitre 3	Les autres structures de la profession	50
Section 1	<i>La Conférence du Jeune Barreau</i>	50
Section 2	<i>Le Centre de médiation civile et commerciale</i>	51
Section 3	<i>L'Ombudsman du Barreau</i>	52
Section 4	<i>La commission formation permanente</i>	52

Livres 2

L'accès à la profession d'avocat

Titre I	Les conditions d'admission au Tableau	57
Chapitre 1	L'acquisition des qualifications au Luxembourg	57
Section 1	<i>L'exigence d'une formation initiale en droit</i>	59
Section 2	<i>La formation complémentaire en droit luxembourgeois</i>	61
§ 1.	Les Cours complémentaires en droit luxembourgeois	61
§ 2.	Le programme des cours	63
§ 3.	Le contrôle des connaissances	65
Section 3	<i>Le contrôle des compétences linguistiques</i>	65
§ 1.	Niveau de connaissances requis	66
§ 2.	Modalités pratiques du contrôle	67

§ 3. Certificat de réussite	69
§ 4. Dispenses	70
§ 5. Constitutionnalité et conformité au droit européen	70
§ 6. Comparaison avec le régime applicable aux autres catégories d'avocats	71
Section 4 <i>L'admission au stage, la prestation de serment et l'inscription au Tableau</i>	72
§ 1. L'admission au stage judiciaire	73
§ 2. La prestation du serment d'avocat	76
§ 3. L'inscription au Tableau	76
Section 5 <i>Le stage judiciaire</i>	76
§ 1. Le stage et les relations avec le patron de stage	76
§ 2. La formation des avocats durant le stage	77
§ 3. La durée du stage	80
§ 4. Les stages à l'étranger, les suspensions de stage et le stage notarial	82
Section 6 <i>L'examen de fin de stage</i>	85
Section 7 <i>Le régime transitoire</i>	89
Chapitre 2 <i>L'établissement des avocats étrangers</i>	90
Section 1 <i>L'exercice de la profession d'avocat sous titre d'origine</i>	90
§1. Champ d'application	90
§ 2. Conditions et modalités de l'admission sous titre d'origine	90
§ 3. Modalités de l'exercice de la profession sous titre d'origine	92
§ 4. L'assimilation	94
Section 2 <i>Le système de reconnaissance des qualifications professionnelles</i>	97
Titre 2 La tenue du Tableau de l'Ordre	103
Chapitre 1 <i>La notion de Tableau de l'Ordre</i>	103
Chapitre 2 <i>L'admission, la démission et l'omission des avocats</i>	105
Section 1 <i>Les demandes d'admission au Tableau</i>	105
§ 1. L'admission au Tableau des avocats personnes physiques	105
§ 2. L'admission au Tableau des personnes morales exerçant la profession d'avocat	106
§ 3. Voies de recours	109

Section 2	<i>Les démissions</i>	110
Section 3	<i>L'omission du Tableau</i>	111
Section 4	<i>La radiation et la suspension</i>	114
§ 1.	La radiation comme suite d'une sanction disciplinaire	114
§ 2.	La radiation et la suspension des personnes morales admises au Tableau	114
Chapitre 4	Les autres mentions du Tableau	115
Titre 3	La libre prestation de services des avocats étrangers	117

Livres 3
L'exercice de la profession d'avocat

Titre I	L'activité de l'avocat	123
Chapitre 1	Les activités réservées à l'avocat	124
Section 1	<i>La représentation en justice</i>	124
Section 2	<i>La consultation juridique et la rédaction d'actes sous seing privé</i>	125
Section 3	<i>Sanctions pénales</i>	129
Chapitre 2	Les autres activités de l'avocat	132
Section 1	<i>La domiciliation de sociétés</i>	132
Section 2	<i>L'avocat mandataire spécial</i>	134
Section 3	<i>L'activité de Family Office</i>	134
Section 4	<i>L'avocat dépositaire ou séquestre conventionnel</i>	135
Section 5	<i>L'avocat arbitre, médiateur ou conciliateur</i>	135
Section 6	<i>L'avocat curateur, liquidateur ou administrateur provisoire</i>	135
Section 7	<i>L'avocat tuteur ou mandataire ad hoc</i>	136
Chapitre 3	Les activités interdites à l'avocat	136
Section 1	<i>L'interdiction des activités portant atteinte à l'indépendance de l'avocat ou à la dignité de la profession</i>	137
Section 2	<i>Les activités expressément interdites</i>	138
§ 1.	Les autres professions du droit	139

§ 2. Les professions de réviseur d'entreprises ou d'expert-comptable	140
§ 3. Les activités commerciales	140
§ 4. Les activités salariées et la fonction publique	143
Section 3 <i>La prohibition des participations indirectes à une activité interdite</i>	144
Titre 2 La déontologie de l'avocat	145
Chapitre 1 Les principes essentiels de la profession	146
Section 1 <i>L'indépendance</i>	147
Section 2 <i>Les principes de dignité, de probité et de délicatesse</i>	151
Section 3 <i>La modération, la courtoisie et la confraternité</i>	154
Section 4 <i>La loyauté, la conscience professionnelle et la diligence</i>	155
Chapitre 2 Les rapports de l'avocat avec ses clients	158
Section 1 <i>La clientèle</i>	158
§ 1. La relation de l'avocat avec sa clientèle	158
§ 2. L'indépendance de l'avocat	160
§ 3. Une entorse au principe d'indépendance : les désignations et les commissions d'office	162
§ 4. La réglementation du démarchage et de la sollicitation	164
Section 2 <i>Les rencontres de l'avocat avec ses clients</i>	166
§ 1. Principes généraux	166
§ 2. La situation particulière des clients détenus	168
Section 3 <i>La relation de confiance entre l'avocat et son client</i>	171
§ 1. La confiance et le secret professionnel	171
§ 2. Les conflits d'intérêts	171
§ 3. Les devoirs de l'avocat qui traite avec une partie qui n'a pas de conseil	178
Section 4 <i>Les relations financières entre l'avocat et son client</i>	178
§ 1. Les honoraires de l'avocat	178
§ 2. La prise en charge des honoraires par un tiers	203
§ 3. Le maniement de l'argent de tiers	208
Chapitre 3 Les relations des avocats entre eux	211
Section 1 <i>Le principe d'égalité et ses exceptions</i>	211
Section 2 <i>La confidentialité des échanges entre avocats</i>	213

§ 1. Les règles applicables au Luxembourg	213
§ 2. Les règles applicables dans les relations avec les confrères étrangers	224
§ 3. La reconnaissance de la confidentialité des courriers échangés entre des confrères étrangers	226
Section 3 <i>La reprise de mandat</i>	227
Section 4 <i>Quelques règles de simple politesse</i>	229
Chapitre 4 L'avocat plaideur	230
Section 1 <i>Le comportement à l'audience</i>	230
§ 1. La gestion des difficultés de calepin	230
§ 2. L'attitude à adopter en cas d'absence d'un plaideur	234
§ 3. Le respect dû à la Justice	235
§ 4. L'immunité des plaidoiries	236
§ 5. Les liens de parenté et les liens affectifs avec les juges	237
Section 2 <i>La communication des actes de procédure et des pièces</i>	238
§ 1. Principes	238
§ 2. Modalités de la communication des pièces	240
§ 3. Résolution des conflits en matière de communication des pièces	242
§ 4. Les règles spécifiques aux procédures unilatérales	242
Section 3 <i>Les relations avec les adversaires</i>	243
§ 1. Les adversaires qui ont un avocat	243
§ 2. Les adversaires qui n'ont pas d'avocat	244
Section 4 <i>Les relations avec les tiers détenteurs d'informations</i>	246
Section 5 <i>La règle du visa</i>	247
Chapitre 5 Le conseil juridique, la négociation et la rédaction de documents	250
Section 1 <i>La consultation juridique</i>	250
Section 2 <i>La négociation</i>	250
§ 1. L'exigence d'un mandat spécial	251
§ 2. Les négociations avec d'autres parties	251
§ 3. Le régime particulier des pourparlers d'arrangement	253
Section 3 <i>La rédaction</i>	253
Chapitre 6 L'avocat mandataire de justice	255
Chapitre 7 Les relations de l'avocat avec l'Ordre	257

Chapitre 8	L'avocat en public	260
	Section 1 <i>L'usage du titre et des attributs de la profession</i>	260
	Section 2 <i>Les relations de l'avocat avec les media</i>	262
Chapitre 9	L'avocat, homme ou femme politique	263
Titre 3	Les modes d'exercice de la profession d'avocat	265
Chapitre 1	L'exercice à titre individuel	266
Chapitre 2	L'exercice en association	267
	Section 1 <i>Le droit d'association des avocats</i>	267
	Section 2 <i>Les limitations du droit d'association des avocats</i>	267
	§ 1. L'interdiction des associations pluridisciplinaires	267
	§ 2. L'interdiction de faire partie de plusieurs associations	268
	Section 3 <i>Le droit de regard du Conseil de l'Ordre sur les associations d'avocats</i>	269
	§ 1. L'obligation de soumettre les contrats d'association au Conseil de l'Ordre	269
	§ 2. L'objet du contrôle par le Conseil de l'Ordre	270
	§ 3. Application aux associations internationales	271
	§ 4. Limitation des prérogatives du Conseil de l'Ordre à l'égard des associations dont les avocats de la liste IV font partie dans leur pays d'origine	271
	Section 4 <i>Le statut des associés étrangers d'un avocat luxembourgeois</i>	272
Chapitre 3	L'exercice sous la forme d'une personne morale	273
	Section 1 <i>La création d'une personne morale en vue de l'exercice de la profession d'avocat</i>	274
	§ 1. La forme sociale	274
	§ 2. L'actionnariat	274
	§ 3. La direction	276
	§ 4. L'objet social	278
	§ 5. La dénomination de la personne morale	278
	§ 6. Déontologie	279
	Section 2 <i>L'exercice de la profession d'avocat par une personne morale</i>	279
Chapitre 4	La collaboration et le salariat	280
	Section 1 <i>Les accords de collaboration et le salariat</i>	280

Section 2	<i>La collaboration organique avec un avocat d'un autre barreau</i>	283
Section 3	<i>La collaboration occasionnelle entre avocats</i>	284
Titre 4	L'organisation du cabinet d'avocat	287
Chapitre 1	L'organisation matérielle du cabinet	287
Chapitre 2	La plaque professionnelle et le papier à en-tête	289
Chapitre 3	La publicité personnelle	291
Section 1	<i>Dispositions générales sur la publicité</i>	291
Section 2	<i>Règles spécifiques sur les sites internet</i>	292
Livre 4		
Le secret professionnel		
Titre I	Le secret professionnel de l'avocat	297
Chapitre 1	Le cadre légal et réglementaire	297
Chapitre 2	Nature et justification du secret professionnel	298
Chapitre 3	Le champ d'application du secret professionnel	301
Chapitre 4	Le secret professionnel dans les relations entre les avocats et leurs clients	303
Titre 2	L'infraction de violation du secret professionnel	305
Chapitre 1	L'infraction pénale	305
Section 1	<i>Éléments constitutifs de l'infraction</i>	305
Section 2	<i>Sanctions pénales</i>	307
Chapitre 2	L'infraction disciplinaire	308
Chapitre 3	La valeur des preuves obtenues en violation du secret professionnel	308
Titre 3	Le partage du secret professionnel	311
Chapitre 1	Le partage avec le juge	311
Chapitre 2	Le secret professionnel dans les rapports entre avocats	312

Chapitre 3	Le partage avec des autorités publiques ?	313
Chapitre 4	Le secret professionnel dans les relations de l'avocat avec l'Ordre	314
Chapitre 5	Le secret professionnel et le personnel employé par l'avocat	314
Titre 4	La levée du secret professionnel	317
Chapitre 1	L'ordre de la loi	317
Chapitre 2	L'ordre du juge	318
	Section 1 <i>Les perquisitions, saisies et enquêtes menées au cabinet d'un avocat</i>	318
	§ 1. Protection du lieu de travail de l'avocat	319
	§ 2. Objet de la protection	319
	§ 3. L'intervention du Bâtonnier	322
	§ 4. Justification et proportionnalité de la mesure	323
	§ 5. Le comportement à adopter par l'avocat	326
	Section 2 <i>La protection de l'avocat contre les écoutes téléphoniques</i>	327
	Section 3 <i>L'avocat appelé à témoigner en justice</i>	328
	Section 4 <i>Le secret professionnel et la production forcée de pièces</i>	332
Chapitre 3	La volonté du client	334
	Section 1 <i>Les révélations faites par le client lui-même</i>	334
	Section 2 <i>Le client peut-il délier l'avocat du secret ?</i>	336
Titre 5	Le secret professionnel en conflit avec d'autres valeurs ou intérêts	339
Chapitre 1	La levée du secret justifiée par un conflit de valeurs	339
Chapitre 2	Levée du secret professionnel en vue de préserver les droits procéduraux de l'avocat	340
Chapitre 3	Le secret professionnel dans le contexte des demandes en répétition d'honoraires	341
Titre 6	Le secret professionnel et les vérifications des autorités fiscales	345

Chapitre 1	Les enquêtes fiscales visant les clients de l'avocat	345
Chapitre 2	La levée du secret justifiée par les obligations fiscales de l'avocat	347

Livre 5

La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Titre I	Notions et champ d'application	355
Chapitre 1	La répression du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme	357
Section 1	<i>L'infraction de blanchiment</i>	357
§ 1.	L'origine des fonds et valeurs	357
§ 2.	La dissimulation	359
Section 2	<i>L'infraction de financement du terrorisme</i>	360
Chapitre 2	La prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme	360
Section 1	<i>Le champ d'application de la loi à l'égard des avocats</i>	361
Section 2	<i>L'exception de la consultation juridique et de la représentation en justice</i>	363
Section 3	<i>Caractère personnel des obligations découlant de la loi</i>	364
Section 4	<i>Rôle et missions de l'Ordre des avocats</i>	365
Section 5	<i>Quelques difficultés d'application</i>	366
Titre 2	Les obligations de l'avocat en matière de lutte contre le blanchiment	369
Chapitre 1	L'obligation de vigilance	369
Section 1	<i>Champ d'application</i>	369
Section 2	<i>Contours de l'obligation de vigilance</i>	369
Section 2	<i>Mise en œuvre</i>	374
§ 1.	Les modalités de l'identification du client et du bénéficiaire effectif	374
§ 2.	L'obligation de conservation des données	378
§ 3.	La continuité du contrôle	380
§ 4.	L'obligation de disposer d'une organisation adéquate	381

Section 3 <i>Conséquences du refus de coopération du client</i>	382
Chapitre 2 L'attitude à adopter en cas de soupçon	383
Section 1 <i>L'obligation d'abstention</i>	384
Section 2 <i>L'obligation de dénonciation</i>	386
§ 1. Champ d'application	386
§ 2. Les exceptions spécifiques aux avocats	386
§ 3. L'intervention du Bâtonnier	391
§ 4. Immunité de l'avocat	392
Section 3 <i>L'obligation de discrétion</i>	392
Chapitre 3 L'obligation de fournir des informations sur demande du ministère public	394
 Livres 6 et 7	
La formation permanente de l'avocat	
Chapitre 1 Les obligations de formation permanente	399
Chapitre 2 Les formations agréées	401
Chapitre 3 Le contrôle des obligations	403
 Livres 8 et 9	
Le contentieux et la discipline	
Titre 1 Les recours contre les décisions du Bâtonnier	407
Chapitre 1 Les arbitrages du Bâtonnier	407
Chapitre 2 Les autres décisions du Bâtonnier	409
Titre 2 Les recours contre les décisions administratives du Barreau	411
Chapitre 1 Les compétences administratives du Barreau	411
Chapitre 2 Les recours devant les juridictions ordinaires	411
Chapitre 3 Les recours devant les juridictions administratives	414
Chapitre 4 Les décisions non susceptibles de recours	416
Titre 3 La discipline du Barreau	417
Chapitre 1 Le régime disciplinaire	417
Section 1 <i>La conformité du régime disciplinaire à la Constitution</i>	418

Section 2	<i>L'autonomie de la discipline du Barreau par rapport à l'action publique pour la répression des peines</i>	422
Section 3	<i>Discipline du Barreau et exercice de la profession sous forme de personne morale</i>	422
Chapitre 2	Les sanctions disciplinaires	424
Chapitre 3	La procédure disciplinaire ordinaire	425
Section 1	<i>L'instruction</i>	425
§ 1.	La saisine du Bâtonnier	425
§ 2.	L'instruction du dossier	426
§ 3.	Le renvoi devant le Conseil disciplinaire et administratif	428
Section 2	<i>Le jugement en première instance</i>	430
§ 1.	Le déroulement de l'audience	430
§ 2.	Le jugement de l'affaire	431
Section 3	<i>La procédure d'appel</i>	431
Chapitre 4	Le pouvoir de sanction extraordinaire du Bâtonnier	431
Chapitre 5	L'exécution des sanctions disciplinaires	434
Conclusion		437
ANNEXES	Jurisprudence du Conseil disciplinaire et administratif et du Conseil disciplinaire et administratif d'appel	439
Bibliographie		687
Index général		691
Table des matières		705